



TOTAL UES Amont



Syndicat des retraités,
préretraités, veuves et
invalides
Elf et Total
Fédération Mines - Energie

Contact

Spécial Covid-19



Plus jamais ça !

Après 2 mois de confinement, de nombreuses questions se posent sur la gestion du Covid 19 par l'Etat et surtout par notre monarque Président Macron. Début janvier, les signes inquiétants de la pandémie partie de Wuhan étaient là. Nos dirigeants, ont pris cela à la légère, dans un complexe de supériorité envers les « asiatiques », qui aujourd'hui nous laissent sans voix. Nous avons assisté impuissants à une série de mensonges et de contradictions afin de justifier l'impréparation à la riposte au virus, alors même que l'OMS demandait aux Etats de prendre toutes les mesures pour contenir la pandémie. Le 20

janvier, Mme Buzyn Ministre de la santé déclarait : « Le risque d'importation de cas depuis Wuhan est modéré, il est maintenant presque nul ... Nous avons des dizaines de millions de masques en stock ». Les médias aux ordres relayaient complaisamment le discours officiel. Il faut rassurer la population. On a (on avait) le meilleur système de santé du monde, donc pas de problème, on sait gérer ce genre de grippette. Pas besoin de masque ni de protection, pas besoin de test, on est paré. Nous avons fait la chronologie de la déplorable gestion de l'épidémie dans ce Contact. Uniquement des faits et des déclarations officielles. Tout le monde l'a vu, mais on a tendance à l'oublier et il est important de garder à l'esprit comment nos dirigeants on menti et manipulé l'opinion. Mi février, Buzyn désertait le champ de bataille pour conquérir la Mairie de Paris. Fin février premier Conseil des Ministres consacré à la pandémie, avec comme principale annonce le 49/3, pour passer en force sa retraite à point. Surréaliste. Quand Macron s'est aperçu que l'épidémie partait à toute vitesse en

Alsace puis dans la région Parisienne, après l'alerte Italienne, il nous a sorti le grand numéro. Dramatisation, mobilisation des « héros » de la santé, en première ligne de la guerre au Covid, mais sans protections ni munition. Puis cela s'accélère. Mi-mars, Macron se met en scène au théâtre pour montrer que tout va bien. Deux jours plus tard la décision est prise de fermer les écoles, les restaurants et les manifestations publiques. Le 14 mars, Philippe annonce le confinement général pour le 17, mais de façon totalement inconsciente envoie 20 millions de Français pour les élections municipales, créant ainsi une accélération phénoménale de la propagation du virus. Durant cette période Macron monte au créneau à plusieurs reprises. A l'entendre rien ne sera plus comme avant. Il promet tout pour l'hôpital et la santé quel qu'en soit le prix.



Il va même jusqu'à évoquer le CNR et les jours heureux. Qui peut le croire ? Sarko en 2008 nous avait fait le coup. D'ailleurs pendant ce temps Bruno Le Maire et le MEDEF s'activaient pour relancer rapidement l'économie en demandant déjà des sacrifices aux salariés. Dans cette pandémie, ce sont les seniors qui ont payé le plus lourd tribut, notamment dans les EHPAD avec plus de 10 000 morts. Et grâce à notre mobilisation et nos protestations, on s'est évité un confinement à rallonge jusqu'à l'été que voulait nous imposer Macron. Voilà comment avec son gouvernement il a traité une crise sanitaire majeure qui a fait plus de 28 000 morts en France et 300 000 dans le monde (au 18 mai).

On n'oubliera rien

- Décembre 2019 : Le coronavirus démarre en chine
- 20 janvier 2020 : A. Buzyn : *Le risque d'importation depuis Wuhan est modéré. Il est maintenant pratiquement nul et les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles*
- 24 janvier : 3 premiers cas en France.
- 30 janvier : la conseillère santé de l'Elysée quitte ses fonctions et part soutenir son mari à Strasbourg candidat aux municipales. Elle ne sera remplacée qu'un mois après !
- 31 janvier : l'OMS demande aux Etats des mesures fortes : détecter, tester, isoler, traiter. avec protection et distanciation.
- 14 février : premier décès en France lié au Covid-19 (le premier en Europe et hors d'Asie)
- 16 février : Buzyn quitte ses fonctions pour les municipales à Paris
- 26 février : O. Véran : les tests sont disponibles, ce n'est pas un sujet
- 29 février : premier Conseil des Ministre sur le Covid. Macron annonce le 49/3 pour faire passer sa retraite à point.
- 7 mars : Macron au théâtre : *il faut continuer à sortir*
- 13 mars : Philippe : *porter un masque en population générale, ça ne sert à rien*
- 15 mars : 20 millions d'électeurs (sur 42) sont allé voter au municipales, créant les conditions d'une prolifération du virus
- 17 mars : Confinement Général
- 3 avril : L'académie de médecine recommande le port du masque obligatoire même pour le grand public

On connaît la suite ...

La santé, ça a un prix

Depuis 30 ans, la santé et l'hôpital sont en ligne de mire des tenants du néo libéralisme. La loi du marché doit entrer aussi dans la santé. le pactole est énorme. La sécu verse 470 milliards de prestations (plus que le budget de l'Etat) et le budget des hôpitaux est de 80 milliards. Les requins de la finance et de l'assurance lorgnent sur ces magots. Mais les français tiennent à leur sécu instaurée en 1946 par Ambroise Croizat, militante de la CGT et Ministre communiste. Alors, ils y vont par petits pas. Et depuis 30 ans, tous les gouvernements, de droite et de gauche ont voulu « réformer » la sécu, c'est à dire diminuer les droits sociaux, les remboursements et tailler dans le vif de l'hôpital public. En 20 ans, 69 000 lits ont été fermés et 50 000 emplois ont été supprimé. C'est Roselyne Bachelot en 2009 qui a accéléré le naufrage de l'hôpital public en instaurant la médecine à l'acte transformant l'hôpital en une sorte d'usine de santé. Et voilà que notre autocrate de Président, constatant l'ampleur de la pandémie et la misère des hôpitaux, obligés de faire front dans des conditions inouïes, annonce un plan pour les hôpitaux *quel qu'en soit le prix*. Le même qui avait déclaré à un infirmière qui l'interpellait : *je n'ai pas d'argent magique*. Nous verrons bien « le jour d'après » ce qu'il fera. On sera là pour lui rappeler ses engagements.

Les médias rassurent

BFM : Il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Ce sont les chinois qui manquent de masque et pas les Français. Ce n'est qu'une grosse grippe. Corona virus n'égal pas mort. Il n'y aura pas vraiment de mesures de confinement

Ils ont dit

Véran : *personne n'a besoin de porter un masque...*

N'Diaye : *On ne va pas fermer toutes les écoles de France. Il n'y a pas besoin de masque si on respecte la distanciation.*

Blanquer : *Nous n'avons jamais envisagé la fermeture totale des écoles*

Philippe : *Porter un masque en population générale, ça ne sert à rien*

Les soignants : héros aujourd'hui, matraqués et gazés hier

Sans aucune honte, Macron a présenté les soignants comme des héros en blouses blanches. Depuis 2017 et même avant, ils luttent contre la casse de l'hôpital, pour des moyens indispensables pour soigner la population, pour des salaires dignes. Grèves aux urgences pendant des mois, 1000 chefs de service qui démissionnent de leur fonction administrative, innombrables actions face à un pouvoir sourd, aveugle et autoritaire. Ils ont été ignorés, matraqués, gazés. Aujourd'hui la population, qui les a toujours soutenus est solidaire de leur engagement pour sauver des vies dans des conditions très difficiles liées au manque de moyens, de lits et de protections. Macron, qui ne trouvait pas « d'argent magique » pour l'hôpital promet monts et merveilles pour le jour d'après et décide de verser des primes à ces soignants qu'il méprisait il y a peu.

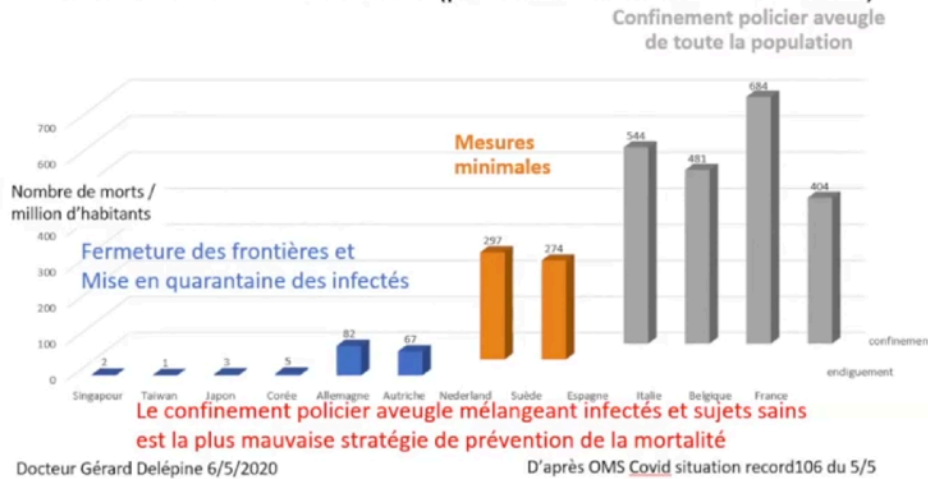
Bas les masques

La comédie des masques n'a que trop duré. Prétendre que les masques ne servent à rien pour **masquer** le fait qu'il n'y en a pas est pour le moins scandaleux. Le stock d'Etat (1 milliard de masques) a été détruit et les hôpitaux et les ARS devaient les commander eux-même. On a vu le résultat. Une irresponsabilité coupable de l'Etat avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

Confinement : débat sur son utilité

Selon les docteurs Delépine Nicole & Gérard qui s'appuient sur les statistiques de l'OMS, le confinement autoritaire et policier mis en place dans plusieurs pays dont la France, l'Italie, l'Espagne et le Belgique montre que le résultat a été une accélération de l'épidémie par rapport aux pays qui n'ont pas appliqué le confinement. 404 morts par millions d'habitants en France contre 82 en Allemagne par exemple. De même sur la chloroquine, l'OMS montre que les pays l'ayant utilisé ont limité le nombre de décès. Le professeur Raoult, qui l'a appliquée est contesté par ses pair.. Vous pouvez voir la vidéo avec le lien : <https://youtu.be/gDE8JrYqic8>

Confinement aveugle de toute une population : mortalité 5 à 20 fois supérieure au confinement des seuls infectés (par million d'habitants au 5 mai 2020)



Une pénurie coupable

Masques, protections, tets, médicaments.

En réalisant avec 2 mois de retard la gravité de l'épidémie, le pouvoir s'est trouvé complètement démuni pour protéger la population et en particulier les soignants, qui au plus fort de la crise manquaient de tout. Beaucoup ont payé de leur vie cette imprévoyance. Selon la CGT santé, au moins 12 000 soignants ont été infectés. 34 médecins sont mort ainsi que de nombreux soignants (chiffre encore tabou). 10 000 personnes âgées dans les Ehpad livrées à elles-même ont été sacrifiées. Les travailleurs aussi ont été envoyé au front sans protection et beaucoup y ont laissé leur vie.

Le monde d'Après...

L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons faire. *Henri Bergson*.

Des millions de travailleurs ont répondu à l'urgence sociale et sanitaire sans que les conditions de sécurités aient été réunis par un Etat défaillant : manque de masques, de tests. Les voilà désormais soumis à des impératifs de reprise de l'activité avec des droits amputés : l'Etat d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au mois de Juillet.

Dans cette même période la CGT de Renault Sandouville a obtenu en référé que le constructeur doit améliorer les procédures de sécurité et consulter les instances légales en l'occurrence le CES. « Colossale surprise » de voir des syndicaliste (Laurent Berger) et ministre de l'économie (Bruno Le Maire) unis pour critiquer une décision de justice... enfin surtout la CGT.

Pour montrer dans quel sens pourra se faire la rupture avec le passé, l'Élysée commence par casser le Code du travail ! En vérité, la période de développement de l'épidémie a donné une idée de « l'après ». Les mesures économiques et sociales prises par le

pouvoir à ce moment-là, ses initiatives au niveau européen ont visé essentiellement à préserver la confiance des marchés financiers alors que c'est avec cette dépendance qu'il faut rompre. Cela suppose de traiter tout de suite la question des hôpitaux, eux-mêmes fort endettés vis-à-vis des banques et des marchés. Le gouvernement prétend le faire avec une petite rallonge budgétaire de 2 milliards d'euros et un saupoudrage de primes alors qu'il s'agit de désendetter nombre de centres hospitaliers, d'engager sans attendre un vaste plan de relance de l'emploi, des salaires et des activités de santé en mobilisant plus de 10 milliards d'euros. Cela nécessite un changement des critères d'attribution des aides de l'État. On peut le mesurer avec l'exemple d'Air France. Le gouvernement entend attribuer 7 milliards d'euros à la compagnie à condition qu'elle s'engage à respecter un critère pseudo-écologique alors même que la direction vient d'annoncer une charrette de suppressions d'emplois. Si l'on veut que le monde d'après soit tout à fait différent de celui d'avant, il faut imposer à l'entreprise

d'authentiques critères sociaux et environnementaux. Idem pour la SNCF, qui devrait être aidée à condition notamment de développer le fret. Cette révolution dans les gestions des entreprises et des services publics sera d'autant plus facile à engager que les banques seront elles aussi mobilisées, particulièrement la plus importante d'entre elles, la banque des banques, la Banque centrale européenne. Si elle prêtait sous condition aux banques commerciales et indirectement aux services publics, en leur imposant des critères sociaux et environnementaux, cela aurait un caractère incitatif pour tout le système.

A leur postes, les travailleurs lors du confinement ont montré l'étendue du pouvoir qu'ils possèdent. Un pouvoir entravé et nié par la suprématie exclusive de l'actionariat en temps « normal ». Chacun des français a pu voir ce qui était nécessaire à la société. Le pouvoir symbolique acquis et révélé par la période de confinement doit se transformer en pouvoir effectif.

Sinon les jours d'après risquent de ressembler à ceux d'avant... mais en pire.



Les libertés menacées

Profitant de la peur générale et entretenue, Macron met en place un état d'exception, un contrôle de la population, la police est partout, le parlement est bafoué. Nos libertés sont menacées. Macron est en ce moment quasiment un Président dictateur. Dans les entreprises, Medef et pouvoir veulent imposer de nouvelles règles anti-sociales. Le code du travail, déjà malmené est foulé au pied. **Il est important de prendre conscience et de refuser cette situation. La lutte pour nos droits et liberté ne doit pas s'arrêter.**

Face à "la crise du coronavirus" des organisations syndicales, dont la CGT, associatives et environnementales réclament "de profonds changements de politiques", pour "se donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde ». En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peu de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid. Aujourd'hui, une opportunité historique nous est donnée :

- Celle d'une remise à plat d'un système injuste, climaticide et sexiste.
- Celle de réaliser les changements politiques nécessaires, les plus importants de ces dernières décennies.
- Celle d'un progrès collectif, jamais réalisé depuis des générations, pour un monde juste et durable.
- Celle de construire un monde « d'après » qui profite à toutes et tous et non plus à une minorité privilégiée, et préserve notre avenir et celui de la planète.

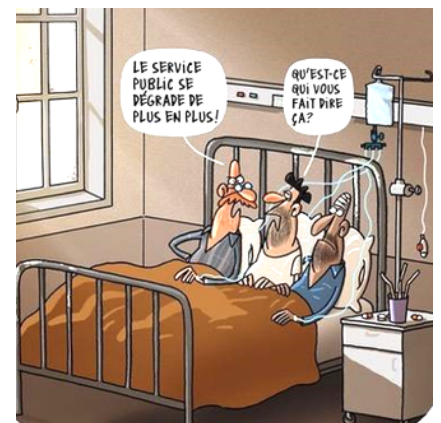
Signez la pétition: <https://www.policat.org/p/8921>



Info du syndicat

Ristourne gaz : comme indiqué dans le dernier Contact nous conseillons à ceux qui bénéficient encore de la ristourne gaz de rester jusqu'au bout au tarif réglementé et donc de refuser tout nouveau contrat, même d'Engie.

Déclaration d'impôts : Vérifiez les montants IG CREA. En effet, le montant du Prélèvement à la Source (PAS) n'apparaît pas dans la case prévue à cet effet (ligne 1AS et 1 BS). Vous pouvez le vérifier. Cependant, le total des Prélèvements à la Source (PAS) qui figure dans la page "divers" de la déclaration (ligne 8HV et 8 IV) intègre bien le PAS de la CREA. Vous pouvez vérifier également. Donc visiblement la CREA a bien versé les PAS et il y a eu sans doute une erreur de saisie au fisc.



Capital/Travail !

Ce qu'il y a de délicieux dans l'idéologie libérale poussée dans ses retranchements, c'est que le Sauveur est toujours le Travail, avec un grand T, comme le Messie. C'est grâce au travail que les propriétaires du capital peuvent s'éviter un impôt sur la fortune ou un impôt sur le revenu trop progressif. N'est-ce pas touchant comme aveu ? Une telle reconnaissance de la dépendance du capital vis-à-vis du travail ! Eh oui, la vulgate de l'opinion croit que c'est le travail qui dépend fondamentalement du capital, avec l'emploi, les salaires, etc. C'est tout l'inverse ! Le truc bizarre est que le travail emploie le capital pour que celui-ci lui dise de travailler plus vite et plus longtemps !

JM HARRIBEY 2020